

M. J. A. Byrne (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, l'article dont parle le député de Burnaby-Coquitlam ne m'a pas été signalé, mais je suis sûr que lorsque je mettrai le ministre au courant quand il reviendra, cet après-midi, il ira aux renseignements pour s'assurer que la nouvelle est bien exacte.

M. Douglas: Une question complémentaire. Puis-je demander au secrétaire parlementaire s'il a reçu une communication du gouvernement provincial? Car il ne s'agit pas d'une nouvelle publiée dans les journaux. J'ai ici des exemplaires d'une lettre émanant de M. Dan Campbell, ministre des Affaires municipales.

M. Byrne: Je signalerai la chose au ministre, à son retour.

TRANSPORT DU SERVICE NATIONAL DE PLACEMENT À UNE NOUVELLE COMPÉTENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. Russell MacEwan (Pictou): Monsieur l'Orateur, le ministre du Travail étant absent, je désire poser ma question à son secrétaire parlementaire. Quand compte-t-on que le Service national de placement relèvera directement du ministère du Travail au lieu de la Commission d'assurance-chômage, compte tenu de la déclaration faite hier à Vancouver par le ministre du Travail?

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre suppléant du Travail): Monsieur l'Orateur, en ma qualité de ministre suppléant du Travail, je tiendrai cette question pour préavis.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

AIDE DES COMMUNISTES CHINOIS AUX REBELLES CONGOLAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, la semaine dernière j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il pouvait nous dire dans quelle mesure le gouvernement communiste de Chine ou ses agents participaient à la guerre civile au Congo. Compte tenu de la mise à sac hier soir de l'ambassade du Burundi, à Léopoldville, et du fait que la situation est toujours critique dans la partie orientale du Congo, le ministre aurait-il quelques renseignements à nous fournir?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter sauf que l'influence communiste est manifeste. La première question posée par mon honorable ami traitait de cet aspect.

[M. Douglas.]

LES SPORTS

SUBVENTION FÉDÉRALE À L'ÉQUIPE OLYMPIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Arnold Webster (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme on a maintenant choisi les Canadiens qui représenteront cette année notre pays en athlétisme aux jeux olympiques de Tokyo, le ministre nous dira-t-il dans quelle mesure le gouvernement fédéral projette d'accorder de l'aide financière au moyen de subventions prévues en vertu du programme sur la santé et le sport amateur ou de tout autre programme?

M. l'Orateur: A mon avis, il s'agit d'une question à inscrire au *Feuilleton*.

(Texte)

LA CHAMBRE DES COMMUNES

RETOUR DU MINISTRE DES FORÊTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Forêts.

Je voudrais lui demander s'il a aimé son séjour en Europe et pour quelle raison il a abrégé ses vacances?

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts): Monsieur l'Orateur, je suis allé en Europe pendant deux semaines. La première semaine, j'étais en mission de travail. La deuxième semaine, pensant que les travaux de la Chambre s'ajourneraient le 8 août, j'ai cru bon de prendre une semaine de vacances, que j'estimais d'ailleurs avoir méritées, ayant été sérieusement malade au mois d'avril dernier, comme on le sait.

Je pense d'ailleurs que l'honorable député de Joliette-L'Assomption-Montcalm aurait dû lui aussi prendre des vacances pendant la même période.

M. Clément Vincent (Nicolet-Yamaska): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Pourrais-je demander au ministre des Forêts, vu qu'il nous a annoncé tout à l'heure qu'il croyait que la Chambre pouvait ajourner ses travaux le 8 août, si cette question a été discutée par le cabinet?

L'hon. M. Sauvé: Monsieur l'Orateur, je pense bien que les travaux de la Chambre auraient dû être ajournés à la fin du mois de juillet. Si l'opposition officielle avait collaboré avec le gouvernement et les autres partis de la Chambre, nous serions tous en vacances, actuellement, ce que nous avons d'ailleurs tous bien mérité.